

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TMB/N/82/Add.1

15 février 1996

(96-0501)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

Notification au titre de l'article 3:1

Japon

Addendum

Le Japon a fait parvenir à l'Organe de supervision des textiles une nouvelle notification au titre du paragraphe 1 de l'article 3.

Conformément au paragraphe 5 de l'article 3, l'OSpT distribue cette notification aux Membres de l'OMC pour information.

Mission permanente du Japon

Genève, le 30 novembre 1995

Monsieur l'Ambassadeur,

Sur instructions des autorités de mon pays, je fais parvenir à l'Organe de supervision des textiles des renseignements additionnels sur le fonctionnement du Système de confirmation douanière et/ou Système de confirmation préalable appliqué aux importations de fils de soie et de tissus de soie ainsi que sur le programme d'élimination progressive des mesures concernant ces importations, comme il a été demandé dans la lettre datée du 31 octobre 1995 portant les numéros de référence A/TMB/403.1 et A/TMB/403.2.¹

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Hidetaka Saeki
Conseiller

S.E. Monsieur András Szepesi
Président,
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
Rue de Lausanne 154
1211 Genève 21

¹La partie pertinente de cette notification sera communiquée au titre de l'article 3:2 b) après son examen par l'Organe de supervision des textiles.

Fonctionnement du Système de confirmation préalable (PCS) et du Système de confirmation douanière (CCS)

En 1974, le Japon a décidé, en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix des cocons et de la soie grège, que les importations de soie grège relèveraient du commerce d'Etat. La mise en place de ce nouveau système d'importation a entraîné une forte augmentation du prix de la soie grège importée, de sorte que la branche de production japonaise des produits de soie a beaucoup perdu de sa compétitivité sur le plan international. De plus, étant donné que d'énormes quantités de produits de soie moins coûteux ont commencé à être importées au Japon en provenance principalement de pays voisins tels que la République populaire de Chine (Chine) et la République de Corée (Corée), cette branche de production a failli s'écrouler.

Etant donné les circonstances, le Japon a décidé, en 1976, d'entamer des consultations à l'échelon gouvernemental avec la Chine et la Corée sur les niveaux d'échanges de produits de soie et de telles consultations ont eu lieu chaque année depuis lors.

(Le Japon et le Taipei chinois ont également tenu des consultations au niveau non gouvernemental entre 1980 et 1985, mais elles ont été ensuite suspendues.)

Or, après l'ouverture des consultations bilatérales, les importations de produits de soie en provenance de certains pays et de certaines régions ont soudainement augmenté, portant de fausses marques d'origine pour dissimuler le fait qu'elles étaient originaires de Chine. En conséquence, le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), poussé par la nécessité d'assurer la bonne application des mesures résultant des consultations bilatérales, a décidé d'instituer le PCS et le CCS conformément à la Loi sur le contrôle des changes et du commerce extérieur et au Décret sur le contrôle du commerce d'importation dans le but d'empêcher de tels échanges illégaux et d'avoir une idée précise des tendances des importations.

Le PCS comme le CCS ont été mis en place pour confirmer la validité des déclarations d'origine même si les procédures utilisées sont différentes. Dans le cadre du PCS, qui s'applique aux produits provenant des pays et des zones où des déclarations d'origine frauduleuses ont été constatées ou risqueraient de se produire, le MITI, avant le dédouanement, examine attentivement les documents requis comme les certificats d'origine présentés par les importateurs. Eu égard au but visé par le PCS, il est essentiel que des experts compétents ayant une connaissance approfondie des pratiques commerciales dans le secteur des textiles vérifient les renseignements pertinents concernant notamment les tisseurs, et les transformateurs avant le dédouanement; le fonctionnement du PCS relève donc des fonctionnaires du MITI.

Dans le cadre du CCS, qui s'applique aux produits provenant des pays ou des zones où il y a peu de risques pour que de tels cas frauduleux se produisent, les agents des douanes vérifient, au moment du dédouanement, les documents requis joints à la déclaration d'importation.

L'entrée au Japon de produits qui ont des marques d'origine frauduleuses n'est pas autorisée au titre du PCS et du CCS lorsque la détermination du pays d'origine est fondée exclusivement sur les règles d'origine que le Japon a notifiées à l'OMC (G/RO/N/1/Add.1).

Etant donné que le but du PCS et du CCS est d'empêcher les importations illégitimes afin d'accroître l'efficacité des mesures résultant des consultations bilatérales susmentionnées concernant les niveaux d'échanges de produits de soie, les deux systèmes n'ont aucun effet de restriction quantitative. Néanmoins, le Japon les a indiqués dans la notification qu'il a faite au titre du paragraphe 1 de l'article 3 de l'Accord sur les textiles et les vêtements de l'OMC et les a inclus dans son programme d'élimination progressive comme il est prévu au paragraphe 2 b) de l'article 3 dudit accord car ils sont l'un et l'autre utilisés pour compléter les mesures susmentionnées.